

ASSEMBLÉE NATIONALE

20 novembre 2019

PLFSS POUR 2020 - (N° 2416)

Adopté

AMENDEMENT

N° AS233

présenté par

M. Christophe, Mme Firmin Le Bodo, M. Vercamer et Mme Sanquer

ARTICLE 45 BIS

Substituer à l'alinéa 7, les cinq alinéas suivants :

« III. – La troisième phrase du deuxième alinéa de l'article 40 *bis* de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État est ainsi rédigée : « Le congé de présence parentale peut être fractionné ou pris sous la forme d'un temps partiel. »

« IV. – La troisième phrase du deuxième alinéa de l'article 60 *sexies* de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale est ainsi rédigée : « Le congé de présence parentale peut être fractionné ou pris sous la forme d'un temps partiel. »

« V. – La troisième phrase du deuxième alinéa du 11° de l'article 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière est ainsi rédigée : « Le congé de présence parentale peut être fractionné ou pris sous la forme d'un temps partiel. »

« VI. – Les I et II du présent article entrent en vigueur à une date fixée par décret, et au plus tard le 30 septembre 2020.

« Les III, IV et V du présent article entrent en vigueur à une date fixée par décret en Conseil d'État, et au plus tard le 30 septembre 2020. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à étendre aux fonctionnaires le bénéfice des dispositions de l'article 45 *bis* introduit à l'Assemblée nationale en première lecture qui permet au parent qui assume la charge d'un enfant atteint d'une maladie, d'un handicap, ou est victime d'un accident d'une particulière gravité rendant indispensable une présence soutenue et des soins contraignants, de fractionner le congé de présence parentale ou de l'utiliser dans le cadre d'une activité à temps partiel.

Cet amendement assouplit ainsi les conditions dans lesquelles le parent fonctionnaire peut bénéficier du congé de présence parentale à l'instar de ce qui a été prévu pour le congé de proche aidant. De fait, les fonctionnaires pourront aussi bénéficier comme les salariés de la modulation du

montant de l'allocation de présence parentale indemnisant le congé de présence parentale. Cette mesure permettra ainsi d'améliorer l'utilisation de ce droit à congé et d'en garantir un recours effectif.

Cette mesure entrera en vigueur courant 2020.